

En Allemagne

Bioénergies et exportations : les clés de la rentabilité

L'agriculture allemande est un important producteur d'énergies renouvelables, très subventionnées. Mais l'essor des bioénergies rend les filières tributaires des importations de céréales fourragères et de soja.

PAR FRÉDÉRIC HÉNIN // thenin@terre-net-media.fr

Des exploitations dépendantes des échanges commerciaux

La dualité de l'agriculture allemande se caractérise par le maintien des systèmes d'élevage de dimension familiale et l'essor des grosses exploitations quasi industrielles.

Depuis quelques années, les principaux concurrents de la France en matière d'exportation de produits agricoles et agroalimentaires sont ses voisins européens, avec en première ligne, l'Allemagne. Exportateur net de céréales, le pays s'est spécialisé à l'ouest dans les productions animales et les bioénergies, selon l'édition du Déméter 2015 et l'analyse économique du service agricole de l'ambassade de France à Berlin.



Après 2015, la production laitière allemande dépendra de la concurrence exercée par la filière biogaz.

Des importations de céréales en forte hausse

Toutefois, l'agriculture allemande équivaut, en volume, à 70 % de l'agriculture française. Avec une population de 81 millions d'habitants pour une superficie inférieure d'un tiers à celle de notre pays, le taux d'auto-suffisance de l'Allemagne n'est que de 87 %. Ceci dit, malgré un solde commercial agroalimentaire déficitaire, la première puissance économique européenne est à ce jour un redoutable concurrent pour la France : elle lui a pris de nombreuses parts de marché à l'export.

L'agriculture allemande regroupe essentiellement des fermes de moins de 20 ha (46 %), pluriactives, qui ne valorisent que 8 % de la Sau. Seuls 10 % des exploitations, situées majoritairement à l'est du pays, dépassent 100 ha, mais cultivent plus de 57 % de la Sau. La production totale de blé oscille selon les années entre 22 et

«Le principal concurrent de la France»

26 Mt, celle de colza entre 3,6 et 4,6 Mt. Néanmoins sur le long terme, ces dernières régressent. Les exportations de céréales varient chaque année en fonction de la récolte mais les importations (3 Mt) sont en forte augmentation depuis 10 ans. Cette tendance s'explique par le développement de l'élevage et par l'essor des bioénergies, consommatrices d'espaces agricoles aux dépens des surfaces de blé, de triticale et d'orge autrefois destinées à l'alimentation animale.

La France reste le principal fournisseur de céréales fourragères de l'Allemagne. Toutefois, ses parts de marché ont été divisées par quatre en 15 ans. Les grains importés proviennent surtout de Pologne, de République tchèque et de Hongrie.

La production porcine, elle, a progressé de 2 Mt par an depuis 1997 pour atteindre 5,5 Mt alors qu'en France, elle a diminué de 350.000 t. En fait, une partie de la croissance allemande découle de deux phénomènes :

le rattrapage observé après la réunification des deux Allemagne et la concentration des élevages dans la partie occidentale du pays. A la fin des années 1980, en ex-Rda, la production porcine avait chuté de 75 % en deux ans. Dorénavant, elle est à peine supérieure de 50 % à son niveau de 1989. Un rééquilibrage s'opère néanmoins.

En production porcine, l'autosuffisance de l'Allemagne a atteint 118 % en 2012. Résultat, ce secteur est tributaire des exportations vers les pays tiers (329.000 t en 2011). Or la compétitivité des abattoirs, et de la filière dans son ensemble, repose sur une main-d'œuvre européenne détachée qui sera mieux payée dans les prochaines années.

Un déficit de 4 Mt de lait

Même réunifiée, l'Allemagne a produit moins de lait en 2012 qu'avant l'instauration des quotas en 1984. Le déficit, égal à 4 Mt, est réparti équitablement entre l'ouest et l'est (ex-Rda). Les moindres baisses de pro-

Les énergies renouvelables, le "troisième pilier" de la Pac

Les agriculteurs allemands, producteurs de bioénergies, touchent jusqu'à 60.000 € d'aides par exploitation et par an, grâce aux tarifs de rachat d'électricité particulièrement généreux.

« L'agriculture allemande restera un grand secteur producteur d'énergies renouvelables, mais plus à n'importe quel prix », écrit Jean Gault, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, ayant contribué de l'édition 2015 du Déméter. Le nouveau gouvernement allemand freine en effet le développement des bioénergies, trop onéreux pour les finances publiques et le budget des consommateurs.

20 % de la surface agricole

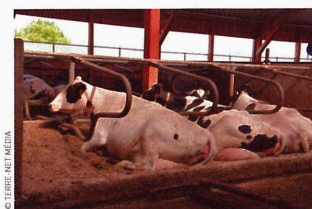
Conséquence, la baisse annoncée des subventions publiques perçues par les agriculteurs allemands pour soutenir la production d'agro-énergies (biogaz, électricité éolienne et photovoltaïque...) s'ajoutera à celle des aides Pac, attendue dès 2014.

Mais ces décisions budgétaires ont été prises avant la crise russo-ukrainienne et les incertitudes qui planent sur l'approvision-



Outre-Rhin, on dénombre 8.000 méthaniseurs pour 1,1 million d'hectares de cultures dédiées.

duction constatées dans certains länders de l'ex-Rfa se traduisent par une concentration de la collecte laitière en Bavière et en Basse-Saxe. Après 2015, la production laitière allemande dépendra du prix du lait payé par les collecteurs et de la concurrence exercée par la filière biogaz (cf. encadré ci-dessus). Aujourd'hui, les revenus dégagés par cette activité énergétique rendent les exploitations moins sensibles à la volatilité des prix du lait. Les prix élevés du foncier orientent



Les logettes creuses sont répandues dans le pays.

nement de l'Europe occidentale en hydrocarbures. Ceci dit, aucune mesure rétroactive n'est envisagée. Seuls les nouveaux contrats d'approvisionnement conclus après 2014 seront moins subventionnés.

Au début des années 2000, l'Allemagne s'était fixé, comme objectif, de produire 35 % d'électricité renouvelable d'ici 2020. En 2010, les bioénergies (hors bois) employaient déjà 128.000 personnes, couvraient 2,4 millions d'hectares, soit 20 % de la surface agricole, et réalisaient 7,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires (dernières données disponibles).

« Résultat, les exploitants agricoles allemands ont su s'inscrire parfaitement dans la nouvelle orientation énergétique du pays, souligne Jean Gault. 8.000 unités de production de biogaz mobilisent en effet 1,1 million d'hectares de cultures dédiées. »

Enfin, de nombreux hangars agricoles et bâtiments d'élevage sont équipés de panneaux solaires. 21 % des stations solaires (sur un total de 1,3 million) appartiennent aux agriculteurs, toujours selon Jean Gault. Tous les tarifs de rachat de l'électricité produite en Allemagne sont supérieurs à ceux en vigueur en France, excepté ceux appliqués aux gros sites de production.

d'ores et déjà le choix des éleveurs : souvent âgés, ils optent pour les bioénergies. Quant à la production de volailles, elle s'essouffle et celle de dindes baisse. Cependant, le secteur a connu une belle expansion.

La production de volailles s'essouffle

Comparé à l'année 2000, le pays produit 700.000 t de volailles de plus par an, conformes aux critères de consommation standardisés du marché européen (pas de restitution à l'exportation vers des pays tiers).

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cet engouement, qui s'accompagne d'une hausse des importations de céréales fourragères pour nourrir les animaux. Les aviculteurs ont bénéficié d'aides importantes pour bâtir des poulaillers performants, de grande dimension et aux normes au niveau du



En Allemagne, la vente d'électricité procure une recette supplémentaire aux éleveurs pour amortir le coût de construction de leurs bâtiments.

Les tarifs allemands sont dégressifs alors que notre pays favorise les installations importantes. Ainsi, l'électricité photovoltaïque est achetée 120 € par mégawatt (MW) en France contre 211 à 221 € en Allemagne. Et celle issue de la biomasse est payée jusqu'à 250 €/MW outre-Rhin, un montant deux fois plus élevé qu'en France.

60.000 €/an de subventions par agriculteur

« Les exploitants agricoles allemands bénéficient de plus de 6 milliards d'euros de recettes annuelles pour la fourniture d'énergies renouvelables », précise Jean Gault. Ce qui représente quasiment le budget d'un "troisième pilier" de la Pac. « L'institut Von Thünen (organisme spécialisé dans l'économie rurale) évalue à 60.000 € le montant moyen annuel de subventions versé par producteur agricole. »

bien-être animal. Le code de l'urbanisme a facilité, pendant longtemps, les projets de construction de bâtiment d'élevage. Par ailleurs, la valorisation des effluents en biogaz procure des revenus complémentaires aux éleveurs. Enfin, les coûts de transformation dans les abattoirs renforcent la compétitivité de la filière avicole.

Mais à l'instar du porc, cette dernière est très dépendante des exportations et d'une main-d'œuvre bon marché dans les abattoirs. Par ailleurs, les consommateurs sont de plus en plus hostiles au modèle de production allemand. Enfin, le code de l'urbanisme se durcit et le prix du foncier devenu exorbitant rend plus difficile la création de nouveaux poulaillers. •

Sur le web

D'autres articles sur l'agriculture allemande sur www.terre-net.fr/mag/44allemagne